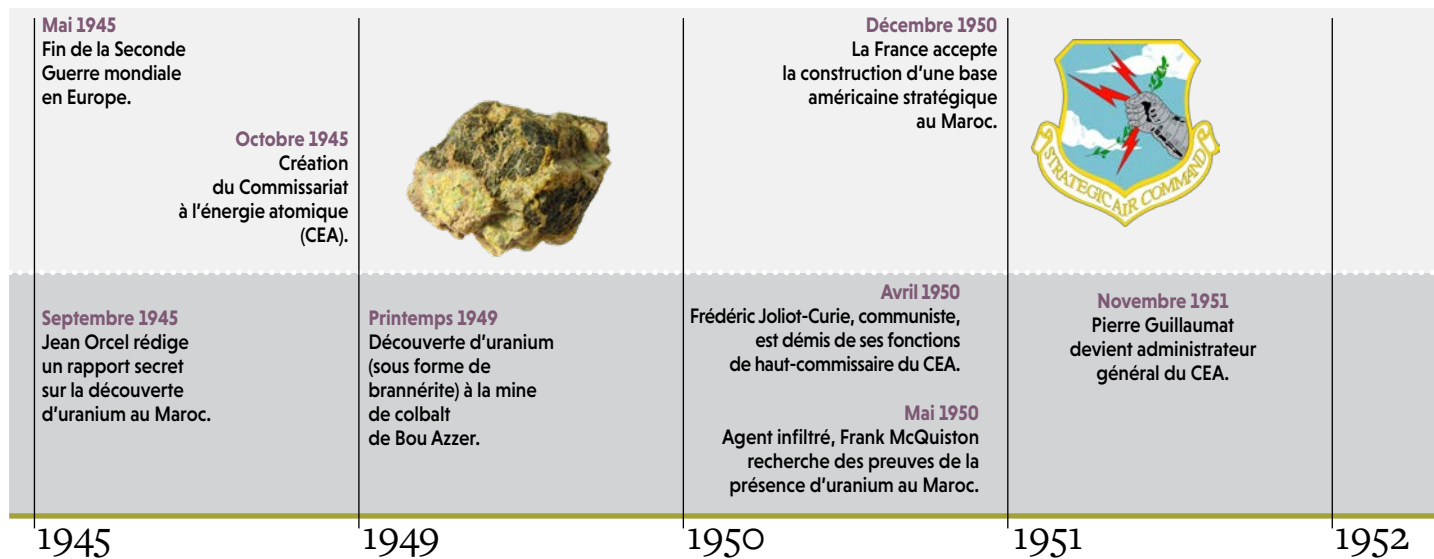




➤ de la division des matières premières de l'AEC et consultant pour la Newmont Mining Corp. McQuiston avait vu la mine de Shinkolobwe, au Congo belge, et les gisements d'or du Witwatersrand, en Afrique du Sud, qui renfermaient de l'uranium. Il se rendit au Maroc sous prétexte de visiter la mine de zinc de Newmont, dans l'est du pays. Il confirma la présence de traces d'uranium dans les mines de cobalt et de molybdène, ainsi que dans les vastes gisements de phosphates de Khouribga. Il entendit aussi des rumeurs sur la présence d'uranium ailleurs dans le protectorat.

En 1951, de nouveaux rapports sur l'uranium marocain convainquirent l'AEC et le ministère américain des Affaires étrangères qu'il était temps d'avancer leurs pions au Maroc. Mais comment? La situation diplomatique était sensible. Non seulement la France avait déjà ses propres prospecteurs sur le terrain, mais le protectorat français revêtait une place grandissante dans la stratégie de guerre froide des États-Unis. En effet, un accord franco-américain signé en décembre 1950 autorisait l'US Air

Force à construire sur le sol marocain des bases stratégiques pour ses bombardiers, ce qui avait considérablement augmenté la présence militaire américaine dans la région.

Mais les États-Unis ne s'estimaient pas pour autant en terrain conquis. Depuis le déclenchement de la guerre de Corée en juin 1950, le maintien des alliances américaines avec l'Europe était devenu une priorité diplomatique. Les États-Unis avaient besoin de conserver la France comme alliée et la fragile IV^e République (elle connut 21 gouvernements de 1946 à 1958) était une source constante de préoccupation. Washington voulait à tout prix éviter de déstabiliser la politique française, tiraillée entre la droite gaulliste et la gauche communiste. Envoyer des scientifiques américains à la recherche d'une ressource stratégique à l'intérieur même d'un protectorat français serait pris comme un affront par les deux bords.

DES NÉGOCIATIONS SECRÈTES

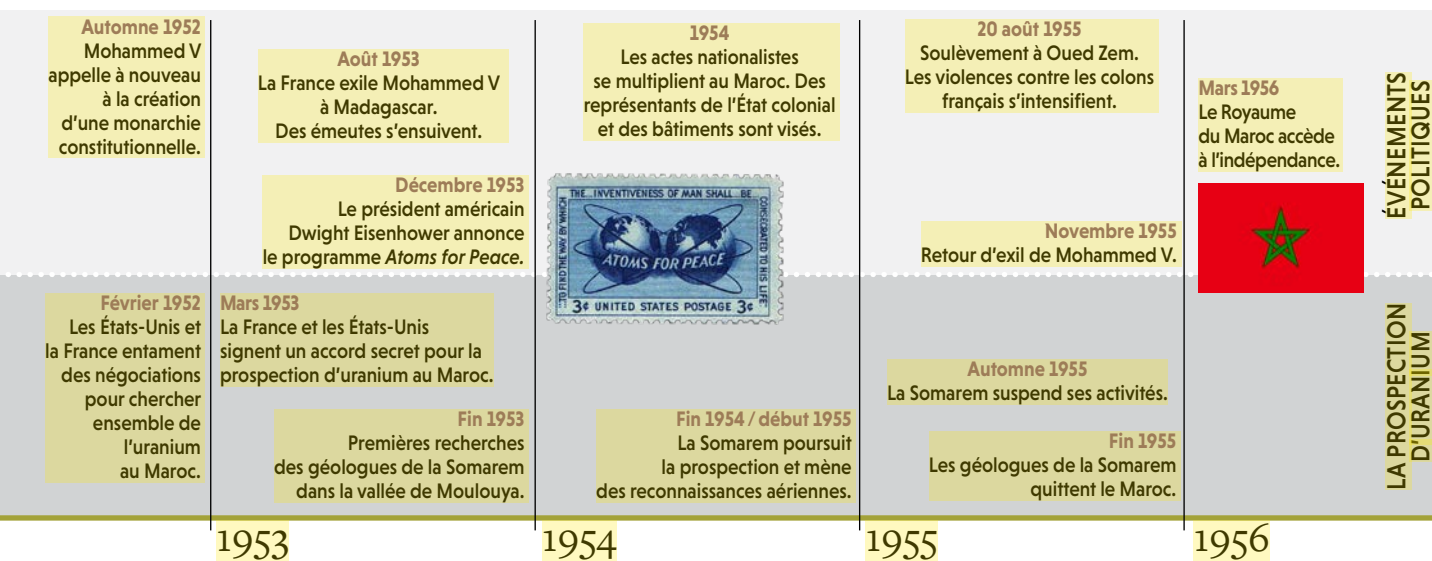
Dans ce contexte, les États-Unis accueillirent comme une bonne nouvelle le remplacement de la tête pensante scientifique du CEA. Au communiste Frédéric Joliot-Curie succéda le politiquement modéré Francis Perrin (*voir la photo page 70*). Perrin et l'administrateur général du CEA, Pierre Guillaumat, clamèrent aussitôt leur intention de développer la production française d'uranium. Les Américains virent dans cette annonce une chance de coopérer à ne pas rater.

Le 11 février 1952, l'ambassadeur des États-Unis à Paris approcha le Premier ministre français pour ouvrir des négociations secrètes en vue d'un accord sur la recherche d'uranium au Maroc. Pourquoi entourer les pourparlers de tant de mystère? D'une part afin d'éviter que les forces politiques françaises, les gaullistes et les communistes en particulier, ne se mêlent aux



Il confirma la présence de traces d'uranium dans les mines de cobalt et de molybdène





négociations. D'autre part, les Américains, qui redoutaient de passer pour des traîtres aux yeux de leurs alliés britanniques, ne souhaitaient pas révéler qu'ils sortaient du cadre habituel de l'alliance américano-britanno-canadienne pour surveiller et contrôler les ressources d'uranium.

L'écriture de l'accord se révéla une tâche d'équilibriste. Un partenariat au Maroc ne consistait pas simplement à demander à des scientifiques de programmes rivaux de collaborer ensemble. Les États-Unis craignaient deux écueils : que les négociations fassent chanceler la IV^e République française et qu'elles enflamment le sentiment nationaliste marocain contre les Américains eux-mêmes à un moment où la présence américaine au Maroc grandissait chaque jour.

S'ensuivit une négociation d'un an impliquant scientifiques, ingénieurs, technocrates et diplomates. McQuiston, l'expert en métaux qui avait joué les 007, fit miroiter à Guillaumat et d'autres responsables français des techniques de concentration chimique que les Américains étaient disposés à partager. La promesse d'un accès futur à ce que le ministère français des Affaires étrangères décrivit comme « des techniques secrètes jalousement gardées par les Américains » persuada la France de l'importance stratégique du Maroc pour les Américains. Les responsables français exprimèrent leur conviction que les intérêts américains au Maroc (la prospection secrète d'uranium étant explicitement citée) renforçaient la position de la France vis-à-vis de son protectorat, « la présence de la France étant garante de l'ordre et de la sécurité dans le pays ».

Une vraie lune de miel. En apparence... Car les responsables américains étaient loin de cautionner la gestion française des affaires marocaines. Un épisode récent avait déplu aux Américains : le passage en force de réformes

pro-françaises au cours de l'été 1952. Ces réformes, obtenues grâce à l'intervention de l'armée, accordaient aux résidents français des pouvoirs civiques dans un pays où ils étaient légalement étrangers. L'épisode avait humilié le sultan, fâché le peuple marocain et déçu les Américains, qui espéraient voir le pays se diriger vers l'autonomie.

Toutefois, pour l'administration américaine, la stabilité stratégique – et le marché de l'uranium – primait devant les réformes politiques. Quand Thami El Glaoui, un riche homme d'affaires de Marrakech ayant des intérêts dans l'agriculture et le secteur minier, apprit la découverte d'uranium dans une de ses mines, il demanda aux responsables de l'AEC d'envoyer sur place des géologues. Mais les agents américains refusèrent immédiatement – l'émergence de potentats locaux vendant de l'uranium au plus offrant était la dernière chose qu'ils désiraient encourager (en outre, Thami El Glaoui était un rival du sultan). La géopolitique du Maroc et le devenir d'une grande partie de son combustible nucléaire reposaient dorénavant sur l'accord passé avec les Français.

UNE SOCIÉTÉ FAÇADE

L'accord secret liant Américains et Français entra en vigueur le 2 mars 1953. Deux mois plus tard, le *Bulletin Officiel* du Maroc annonçait la création de la Somarem, une société privée dédiée à « la prospection et la recherche de tous les gisements métallifères et, plus généralement, de tous les gisements minéraux ». Pas un mot sur l'uranium. Les véritables agissements de la Somarem derrière cette façade publique n'étaient connus que d'une poignée de fonctionnaires travaillant à l'AEC, aux ministères américain et français des Affaires étrangères et au CEA.

Le conseil d'administration de la Somarem et ses actionnaires furent choisis parmi les ➤